

Nouvelle-Calédonie : ces élus loyalistes qui n'osent rien



A deux heures et demie du matin, Macron a fait rempart de son corps d'athlète à la prise du Capitole à Washington. Il a défendu la démocratie en serrant ses petits poings.



Avec son lyrisme de pacotille habituel, il a claironné que la démocratie c'est un homme, une voix. « *Nous ne céderons rien à ceux qui veulent remettre en cause cela* », a-t-il ajouté.

« *Un homme, une voix* » ! Les dégénérées féministes comme notre Alice au pays du génie lesbien ne vont pas apprécier.

Et concernant la Nouvelle-Calédonie, Macron peut-il nous expliquer pourquoi son gouvernement – après tant d'autres – cautionne l'élimination du vote de 40 000 citoyens français de ce territoire français ? Pourquoi une voix loyaliste du Sud

vaut la moitié de celle d'une voix kanakyste des Iles ?

Le principe « *intangible* » de la démocratie ne le serait donc plus quand il s'agit d'une lointaine terre française ?

Il est vrai que l'homme qui voit dans la colonisation de l'Algérie un crime contre l'humanité ne peut être gêné par l'apartheid instauré envers ses compatriotes néo-calédoniens. Que les Blancs, les métis, les Polynésiens, les Asiatiques, c'est-à-dire la majorité de la population de l'archipel, soient relégués au rang de sous-citoyens ne semble pas gêner la bien-pensance macronienne.

Il est bien aidé dans son reniement de la démocratie en Nouvelle-Calédonie par les élus loyalistes. Ceux-ci n'osent pas frapper du poing sur la table, encore moins la renverser.

Ces minables n'hésitent pas à invectiver les quelques résistants qui s'opposent au rouleau compresseur idéologique kanak. Il faut dire qu'ils se haïssent davantage entre eux qu'ils ne détestent les indépendantistes – leurs partenaires des Accords – comme ils disent.

La présidente de la Province Sud, Sonia Backès est isolée.

Philippe Blaise s'agite depuis nulle part.

Le président du gouvernement, Thierry Santa, dans un communiqué au nom de son parti, a lancé aux terroristes kanaks que « *prendre les Calédoniens en otages est particulièrement indécent* ». Oser employer un mot aussi violent a dû empêcher ce grand méchant mou de dormir.

Gil Brial se regarde dans un miroir et lui demande s'il est toujours le plus beau. Le miroir réfléchit.

Philippe Gomès rêve de partager un autre gâteau avec le FLNKS. Celui du futur pouvoir en Kanaky ?



Ce dimanche soir, Sonia Backès devant balancer du lourd sur la situation. A l'arrivée, rien.

Elle discute, mais ne peut dire avec qui. Il y a des gentils garçons au FLNKS comme Goa ! (les Calédoniens apprécieront). La solution retenue pour Vale ressemble à la tuyauterie du Musée Georges Pompidou, une usine à gaz mais sans gaz dans les tuyaux. L'information principale : c'est Lecornu, le ministre, qui annoncera demain aux cocus loyalistes qu'ils le sont.



Conclusion : qui parle vraiment encore à Mme Backès ? Se parle-t-elle à elle-même?

Pendant ce temps, les indépendantistes ne montrent guère de fractures internes (Palika, UC et autres micros partis de la nébuleuse avancent main dans la main) et osent tout. Ils demandent la libération des six assaillants arrêtés après l'assaut sur l'usine du Sud. Les juges acquiescent. Ce sont les mêmes qu'en Métropole.



Les Kanakystes disent par la voix de Pierre-Chanel Tutugoro, porte-parole du bureau politique du FLNKS, que les indépendantistes ne veulent plus aucun contact avec les élus loyalistes, qu'ils ne discutent qu'avec Lecornu, que les comités indépendantistes bloquent l'approvisionnement de la *Société Le Nickel* pour faire pression sur le gouvernement français, qu'ils ne négocieront plus que d'État à État avec Paris.

La France, bonne fille et coupable, selon la pensée macronienne, de crime contre l'humanité kanake, devra bien entendu entretenir Kanaky au moins trois ans après l'indépendance. Le temps que les Kanaks montrent leur formidable capacité en économie ? Alors ce sera trente ans, voire trois cents.

Le philosophe Julien Freund a écrit qu'« *il n'y a de politique que là où il y a un ennemi* ». A celui qui contestait cette affirmation, il répliqua : « *Vous pensez que c'est vous qui désignez l'ennemi, comme tous les pacifistes. Du moment que nous ne voulons pas d'ennemis, nous n'en aurons pas, raisonnez-vous. Or c'est l'ennemi qui vous désigne. Et s'il veut que vous soyez son ennemi, vous pouvez lui faire les plus belles protestations d'amitié. Du moment qu'il veut que vous soyez l'ennemi, vous l'êtes.* »

Les élus loyalistes refusent de le comprendre.

Mollassons jusqu'au bout des ongles, voire ailleurs en ce qui concerne les mecs, ils refusent de déchirer l'Accord de

Nouméa, caduc depuis 2018, ils refusent de nommer l'ennemi, ils refusent de préparer un avenir pour toute la population de la Province Sud.

Une belle image de la volonté politique de ces élus s'affiche sur la route du Sud.

Chaque jour, des milliers de Calédoniens, obligés de circuler entre Plum et Nouméa, passent entre des tas de terre, des carcasses de voitures, des drapeaux de Kanaky.



Le FLNKS interdit aux autorités de la Province Sud de nettoyer la route. Et les élus ne bronchent pas.

Demain, ils nous diront que ce sont des sculptures d'art contemporain édifiées par les artistes de la tribu de Saint-Louis.



Et le maire du Mont-Dore viendra inaugurer l'exposition.

Marcus Graven

Vous pouvez retrouver tous mes articles sur

<https://marcus.tvs24.ru>